

La violence n'empêchera ni la dignité ni la parole

Communiqué de l'intersyndicale à la presse et à la communauté universitaire, 26 mars 2019

Au cinquième jour du mouvement de grève, le lundi 25 mars, s'est tenue l'assemblée générale quotidienne, en présence de représentants des non-grévistes, du Président de l'Université, du sénateur et du député de la 1^{ère} circonscription. L'université était dans son rôle en accueillant un débat contradictoire et de qualité.

Cependant, une dizaine de militantes très excitées, inconnues de l'université, ont fait une première tentative de perturbation des débats en vociférant. Les vidéos ont montré la suite : les deux Vice-Présidents Laurent LINGUET et Ghislaine PREVOT les attendaient, équipés de pince-monseigneur, pour mener le coup de force qui a permis l'ouverture des bâtiments.

Ces personnes dépositaires de l'autorité ont donc profité d'un temps fort du débat démocratique pour briser un piquet de grève et empêcher la poursuite des débats auxquels elles n'ont jamais daigné participer. Tout ceci a eu lieu au moment où le député Serville prenait la parole.

Ce comportement est indigne de la mission confiée à des élus et à des universitaires, nous demandons donc que la Présidence s'en désolidarise clairement – au risque que la gouvernance actuelle perde toute crédibilité.

Ce matin, avant 8h, un autre groupe d'hommes en noir est venu terminer la sinistre besogne, sous les yeux des grévistes.

Ces étudiantes et étudiants mobilisés depuis six jours ont donné une leçon de dignité et d'humanité en refusant de répondre à ce déchainement de haine et de violence.

Nous réaffirmons notre soutien aux demandes exprimées par les étudiants mobilisés, en premier lieu l'arrêt des arrestations et de la rétention administrative, la libération des jeunes enfermés.

Le Préfet a une lourde responsabilité dans cette affaire. Il nous a répondu par une fin de non-recevoir lors de chacune des deux rencontres qui ont eu lieu en février. Il a refusé toute ouverture de négociation ce lundi, malgré les demandes pressantes des parlementaires. Il a donc clairement fait le choix du pourrissement à l'Université, jouant sur des fractures internes à la société guyanaise, plutôt qu'assumer ses responsabilités.

Ce combat dure depuis cinq mois.

L'intersyndicale et la communauté universitaire ont tout fait, de manière graduelle, pour faire entendre la demande légitime de nos étudiants : du soutien des professeurs pour attester du sérieux des étudiants arrêtés à la marche sur la préfecture fin février.

Le mouvement social guyanais sait parfaitement que depuis mars-avril 2017, l'Etat tente de reprendre la main en ignorant et étouffant toutes les demandes émanant du territoire. C'est le rôle du préfet actuel.

A la veille du 28 mars 2019, nous tenons à remercier tous ceux et toutes celles qui ont soutenu ce combat : centrales syndicales, mouvements citoyens et gestes individuels de solidarité.

Nous allons continuer notre action sous d'autres formes, à commencer par la réunion prévue ce vendredi avec le Préfet, qui marquera un nouveau temps de mobilisation.

Nous appelons toutes les bonnes volontés à nous rejoindre, dans un esprit de dialogue et de respect de l'autre.

